



ÉDITION 2015



SOMMAIRE

6 PRÉAMBULE

10 FILIÈRE OLÉICOLE

11 FILIÈRE MARAÎCHAGE
DE PRIMEURS

13 FILIÈRE SEMENCIÈRE

15 FILIÈRE ARBORICULTURE
FRUITIÈRE

17 FILIÈRE SAFRAN

12 FILIÈRE AGRUMICOLE

14 FILIÈRE PHOENICICOLE

16 FILIÈRE ARGANIER

18 FILIÈRE ROSE
À PARFUM

19 FILIÈRE CULTURES
OLÉAGINEUSES

20 FILIÈRE RIZICOLE

21 FILIÈRE SUCRIÈRE

22 FILIÈRE CÉRÉALIÈRE

23 FILIÈRE BIOLOGIQUE

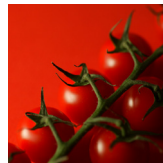
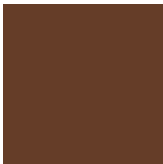
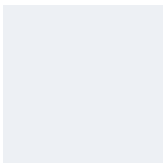
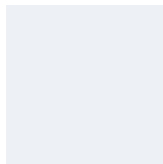
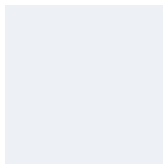
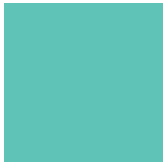
24 FILIÈRE LAIT

25 FILIÈRE VIANDES ROUGES

26 FILIÈRE APICOLE

27 FILIÈRE AVICOLE

28 FILIÈRE CAMELINE



PRÉAMBULE

UN CADRE CONTRACTUEL ET DE PARTENARIAT AVEC LES INTERPROFESSIONS AGRICOLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION

L'approche « filière » a été retenue par le Plan Maroc Vert comme principe fondamental du développement d'une agriculture performante et intégrée. À l'heure d'un commerce mondialisé et d'une concurrence accrue sur le marché des produits agricoles, l'organisation des filières et la prise en main du développement du secteur par les acteurs privés est une condition nécessaire à l'amélioration de notre compétitivité.

Ainsi, nos objectifs de mise à niveau de nos filières doivent être portés aussi bien par les pouvoirs publics que par les organisations professionnelles.

Aujourd'hui, sept ans après le lancement du Plan Maroc vert, nous avons assisté à la création et au développement de 19 fédérations interprofessionnelles, dont 14 représentants les filières végétales et 5 représentants les filières animales, et ayant, chacune, conclu un contrat-programme avec le Gouvernement.

Le présent livret expose un résumé des 19 contrats programmes, en mettant en valeur leurs objectifs et leurs plans d'actions, ainsi que les efforts consentis par le Gouvernement pour appuyer et inciter les professionnels à réaliser leurs objectifs de mise à niveau, de développement et d'accroissement de la production.



LES ORGANISATIONS INTERPROFESSIONNELLES ONT DES RÔLES ESSENTIELS

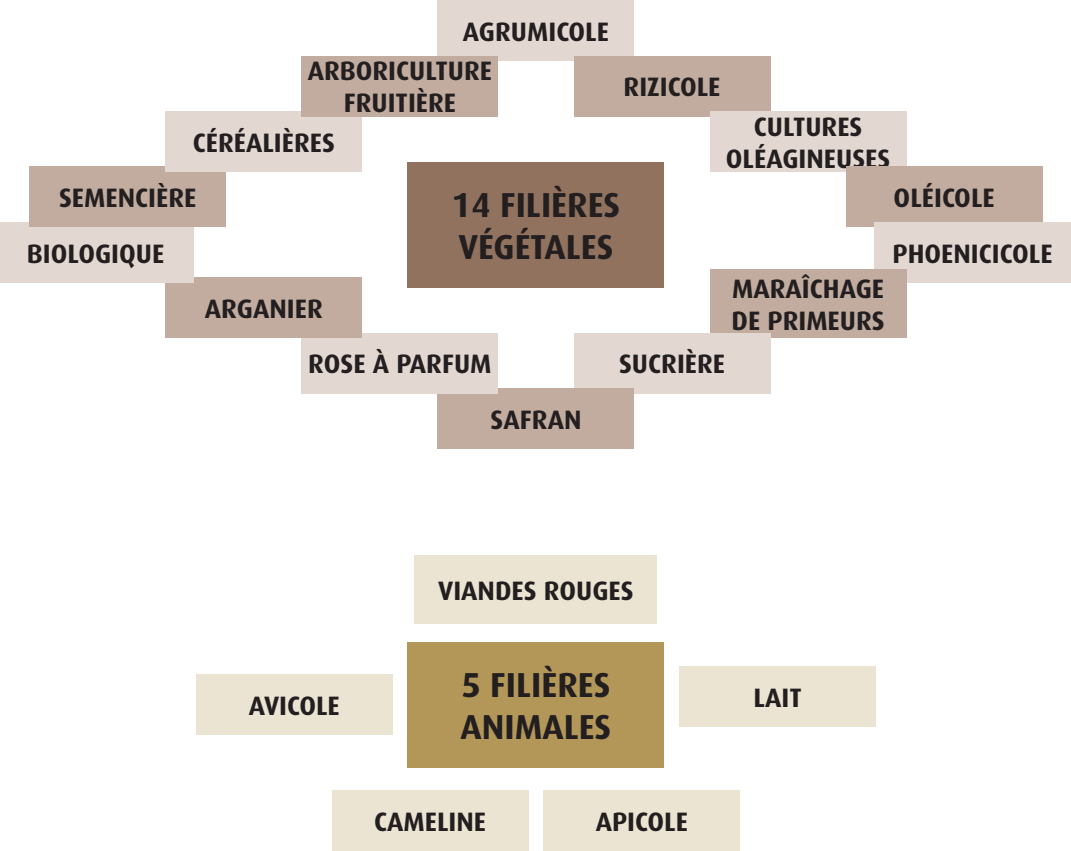
- Entreprendre des actions au profit de leurs adhérents : renforcement de la Recherche et Développement, amélioration des conditions de valorisation et adaptation de la qualité à la demande du marché.
- Devenir l'interlocuteur unique et représentatif des acteurs de la filière auprès des pouvoirs publics.
- Contribuer à la mise en œuvre des contrats programmes de mise à niveau des principales filières agricoles conclus avec le gouvernement.
- Regrouper l'ensemble des maillons de la filière autour d'une vision unifiée et concertée.
- Conjuguer les efforts de l'ensemble des opérateurs d'une filière dans les domaines-clés tels l'encadrement, la recherche et le transfert de technologie.

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

ENGAGEMENTS MUTUELS



LES 19 INTERPROFESSIONS AGRICOLES



MISE EN PLACE D'UN CADRE JURIDIQUE ADAPTÉ AU PROFIT DES INTERPROFESSIONS

La loi 03-12 sur les interprofessions, publiée au Bulletin Officiel le 23 juillet 2012, et ses textes d'application constituent le cadre juridique réglementant la création et le financement des interprofessions agricoles et halieutiques. Les interprofessions agricoles créées à ce jour doivent se conformer aux dispositions de cette loi, notamment celles se rapportant au statut type et aux niveaux de la représentativité des associations professionnelles qui les composent.

OBJECTIFS DES CONTRATS PROGRAMMES : DÉVELOPPEMENT ET MISE À NIVEAU DES FILIÈRES DE PRODUCTION

- Incitation à l'investissement privé à tous les niveaux de la filière.
- Promotion de programmes de Recherche et Développement et de transfert de technologie aux producteurs et autres opérateurs intervenant dans la filière.
- Amélioration de l'environnement professionnel et des conditions cadre des filières.
- Renforcement de la compétitivité de la filière à travers l'amélioration de la production et des conditions de sa valorisation.
- Amélioration des conditions de commercialisation et promotion des exportations.

FILIÈRE OLÉICOLE



Coût d’investissement: 29,5 Milliards Dhs
(État: 8,4 Milliards Dhs)

Durée: 2009-2020



FILIÈRE MARAÎCHAGE DE PRIMEURS



Coût d’investissement: 21 milliards DH
(État: 2 milliards DH)

Durée: 2009-2020



PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l’Économie et des Finances.
 - Ministère de l’Intérieur
 - Ministère de l’Industrie, du Commerce, de l’Investissement et de l’Économie Numérique
- Profession**
- Fédération Interprofessionnelle Marocaine de l’Olive (INTERPROLIVE)

OBJECTIFS GLOBAUX

	Année 2009	Objectifs 2020
Superficie (Ha)	680 000	1 220 000
Production Totale en olives(T)	700 000	2 500 000
- Huile d’olive	80 000	330 000
- Olives de table	92 000	320 000
Exportations (T)		
- Huile d’olive	16 000	120 000
- Olives de table	60 000	150 000
Apport en devises (milliards DH/an)	1,5	6
Création de l’emploi	100 000	300 000
Consommation interne (Kg/habitant/an)		
- Huile d’olive	2	4
- Olives de table	3	5

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

- Installation de 440.000 Ha de nouvelles plantations et réhabilitation de 300.000 Ha des plantations existantes
- Équipement des vergers en micro-irrigation sur une superficie de 136.000 Ha.
- Développement de l’agrégation autour de projets intégrés.
- Augmentation de la capacité de valorisation à travers la mise en place d’une capacité additionnelle de 1.500.000 T pour la trituration et 360.000 T pour la conserve.
- Renforcement de l’organisation professionnelle et de la recherche-encadrement.
- Promotion de la consommation intérieure et des exportations

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Nouvelles plantations: 3.500 à 6.000 Dh/Ha.
- Micro irrigation: 100% du coût d’investissement pour les projets réalisés dans un cadre collectif ou par les petits agriculteurs et 80% du coût d’investissement pour les projets réalisés à titre individuel.
- Divers matériel agricole: 30 à 50% du coût d’acquisition pour les individus et 40 à 70% pour les projets d’agrégation.
- Unités de trituration: 10% du coût d’investissement avec un plafond de 1,2 millions Dh/unité.
- Complexe intégrant une unité de trituration et une unité de mise en bouteille: 10% du coût d’investissement avec un plafond de 2,1 millions Dh/unité.
- Conserverie: 10% du coût d’investissement avec un plafond de 760.000 Dh/unité.
- Exportation d’huile d’olive: 2.000 Dh/T d’huile d’olive exportée.
- Mise en place de la garantie multirisque climatique.
- Conclusion d’une convention portant sur l’appui à la mise à niveau de la Fédération Interprofessionnelle Marocaine de l’Olive INTERPROLIVE.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l’agrégation.

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l’Économie et des Finances
 - Ministère de l’Intérieur,
 - Ministère de l’Industrie, du Commerce, de l’Investissement et de l’Économie Numérique
 - Secrétariat d’État auprès du Ministère des Mines, de l’Énergie et de l’Environnement chargé de l’Eau et de l’Environnement.
- Profession**
- Fédération Marocaine Interprofessionnelle de Production et d’Exportation des Fruits et Légumes (FIFEL)

OBJECTIFS GLOBAUX

	Situation de référence	Objectifs 2020
Superficie (Ha)	32 000	59 000
- Serres	15 200	27 500
- Plein champ	16 800	25 500
Production (millions T)	1,7	3,2
Exportations (millions T)	0,75	1,7
Apport en devises (Milliards DH/an)	3,5	10
Création de l’emploi (millions JT/an)	20	60

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

- Extension des superficies sous serres sur 12.300 Ha et de plein champ sur 8.700 Ha.
- Équipement de 50.000 Ha en micro-irrigation.
- Réalisation d’une étude sur le dessalement de l’eau de mer permettant l’irrigation de 10.000 Ha.
- Développement de l’agrégation autour de projets intégrés.
- Augmentation de la capacité de conditionnement à travers la mise à niveau des unités existantes et la création de nouvelles unités.
- Renforcement de l’organisation professionnelle.
- Renforcement de la recherche-développement.
- Développent des exportations et restructuration du marché intérieur.

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Nouvelles serres: 10% du coût d’investissement avec un plafond de 100.000 Dh/Ha.
- Micro irrigation: 100% du coût d’investissement pour les projets réalisés dans un cadre collectif ou par les petits agriculteurs et 80% du coût d’investissement pour les projets réalisés à titre individuel.
- Divers matériel agricole: 30 à 50% du coût d’acquisition pour les individus et 40 à 70% pour les projets d’agrégation.
- Unités de conditionnement: 10% du coût d’investissement avec un plafond de 2,46 millions Dh/unité.
- Complexe intégrant une unité de conditionnement et une unité de surgélation: 10% du coût d’investissement avec un plafond de 1,98 millions Dh/unité.
- Exportations: 750 Dh/T pour les exportations additionnelles de tomate exportées hors UE par rapport à la campagne 2007/2008 et 500 Dh/T pour la totalité des quantités de fraise exportées hors UE.
- Conclusion d’une convention portant sur l’appui à la mise à niveau de la Fédération Marocaine Interprofessionnelle de Production et d’Exportation des Fruits et Légumes (FIFEL).
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l’agrégation.

FILIÈRE AGRUMICOLE



Coût d'investissement: 9 milliards Dh
(État: 3 milliards Dh)

Durée: 2008-2018



FILIÈRE SEMENCIÈRE



Coût d'investissement: 765 Millions DHS
(dont État: 225 Millions DHS)

Durée: 2009-2020



PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.
 - Ministère de l'Économie et des Finances.

- Profession**
- Fédération Marocaine Interprofessionnelle des Agrumes (MAROC CITRUS)

OBJECTIFS GLOBAUX

	Situation de référence	Objectifs 2018
Superficie (Ha)	85 000	105 000
Production (MT)	1,3	2,9
Exportations (MT)	0,54	1,3
Apport en devises (Mds DH/an)	3	8
Création de l'emploi (MJT/an)	21	34
Équipement en système d'irrigation (% de la sup totale)	47	85

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Plantations de 50.000 Ha d'agrumes, dont 20.000 ha d'extension et 30.000 ha de renouvellement.
- Équipement de 50.000 Ha en micro-irrigation.
- Incitation à l'agrégation des petits et moyens producteurs autour de projets intégrés.
- Augmentation de la capacité de conditionnement à travers la mise

- à niveau des unités existantes et la création de nouvelles unités.
- Renforcement de l'organisation professionnelle et de la recherche-encadrement à travers la création d'un centre technique agrumicole.
- Promotion des exportations et restructuration du marché intérieur.

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Nouvelles plantations d'agrumes: 4.000 à 11.000 Dh/Ha selon les variétés
- Équipement en irrigation localisée: 100% du coût d'investissement pour les projets réalisés par les petits agriculteurs ou dans le cadre de l'agrégation et 80% pour les projets réalisés à titre individuel.
- Équipement en matériel agricole: 30 à 50% du coût d'acquisition, en ce qui concerne les projets individuels et 40 à 70% pour les projets d'agrégation.
- Stations de conditionnement: 10% du coût d'investissement, avec un plafond de 4,75 millions Dh/unité
- Diversification des exportations: 50 à 1.000 Dh/T, selon les marchés et selon des conditions précises

- Renouvellement des plantations contaminés par la tristeza: 28.000 Dh/Ha
- Lutte contre la cératite: 40% du coût d'acquisition des attractants de femelles de cératite utilisés pour le piégeage de masse avec un plafond de 1000 DH/Ha.
- Conclusion d'une convention portant sur l'appui à la mise à niveau de la Fédération Marocaine Interprofessionnelle des agrumes MAROC CITRUS.
- Mise en place de la garantie multirisque climatique.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l'agrégation.

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l'Économie et des Finances.

- Profession**
- Fédération Nationale Interprofessionnelle des Semences et Plants (FNIS).

OBJECTIFS GLOBAUX

- Augmentation des niveaux d'utilisation des semences certifiées: 45% pour les céréales et la pomme de terre, 100% pour la betterave, la canne à sucre et le tournesol, 30 % pour les semences de maïs et fourragères et 10% pour les légumineuses.
- Amélioration des niveaux de contribution de la production nationale des semences: 100% pour les céréales et la canne à sucre et 60% pour le tournesol et la pomme de terre.

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Renforcement et sécurisation des capacités de multiplication des semences.
- Développement et amélioration des conditions de commercialisation.
- Développement des programmes de recherche.

- Harmonisation de la réglementation et renforcement des capacités de contrôle.
- Renforcement de l'encadrement de la filière semencière et de l'organisation de la profession

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Commercialisation des semences de céréales: 180 DH/Q pour le blé dur, 170 DH/Q pour le blé tendre et 160 DH/Q pour l'Orge.
- Semences monogermes de betterave à sucre: 800 DH/unité.
- Soutien des nouvelles plantations de canne à sucre: 6.000 DH/Ha.
- Appui à la création et à l'équipement des unités de traitement, de conditionnement et de stockage des semences à hauteur de 10% de l'investissement avec un plafond de 1,5 millions DH/Unité.
- Subvention de l'importation de semences de prébase G3 (500 DH/q) et de base G4 (400 DH/q).
- Prime de stockage de 5 DH/Q/mois pour une durée de 9 mois au cours de chaque campagne.

- Conclusion d'une convention de partenariat entre l'État et l'interprofession pour la mise à niveau de la FNIS.
- Renforcement des capacités de contrôle de la qualité des semences à travers la création de nouveaux laboratoires, répondant aux standards internationaux, au niveau de Bouznika, Meknès et Béni Mellal.
- Amendements de la réglementation en vigueur des semences et plants de certaines cultures.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l'agrégation.

FILIÈRE PHŒNICICOLE



Coût d’investissement: 7,6 Milliards Dhs (dont État: 4,9 Milliards Dhs)

Durée : 2011-2020

FILIÈRE ARBORICULTURE FRUITIÈRE



Coût d’investissement: 10,2 Milliards Dhs (État: 3,6 Milliards Dhs)

Durée : 2011-2020

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime;
 - Ministère de l’Économie et des Finances;
 - Ministère de l’Intérieur ;
 - Secrétariat d’État auprès du Ministère de l’Énergie, des Mines, de l’Eau et de l’Environnement, chargé de l’Eau et de l’Environnement.
- Profession**
- Fédération Interprofessionnelle Marocaine des Dattes (FIMADATTES).

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

- Intensification et réhabilitation des palmeraies existantes à travers la mobilisation rationnelle des ressources hydriques, la densification et l’adoption d’itinéraires techniques adaptés.
- Renforcement du rythme de production de souches de vitro plants de variétés résistantes au Bayoud et de bonne qualité des dattes.
- Développement de plantations phoénicoles modernes, en dehors des palmeraies, adoptant des systèmes d’irrigation économes d’eau.

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Nouvelles plantations: 100% du coût d’acquisition des plants pour la densification des palmeraies et 70% avec un plafond de 35.000 DH/Ha pour les projets d’extension à l’extérieur des palmeraies traditionnelles.
- Micro irrigation: 100% du coût d’investissement pour les projets réalisés dans un cadre collectif ou par les petits agriculteurs et 80% du coût d’investissement pour les projets réalisés à titre individuel.

OBJECTIFS GLOBAUX

Réhabilitation des palmeraies existantes	48.000 Ha
Création de nouvelles plantations	17.000 Ha
Production de vitro plants	2,9 millions de plants
Production de dattes	160.000 T
Exportations de dattes de qualité	5.000 T

- Installation d’unités d’entreposage frigorifique, de conditionnement et de transformation de la production des dattes.
- Renforcement de l’organisation professionnelle et de l’encadrement technique des petits et moyens producteurs.
- Renforcement de la recherche appliquée en matière de palmier dattier, notamment, dans les domaines de la protection phytosanitaire, de la sélection variétale, de l’irrigation et de la valorisation de la production.

- Divers matériel agricole: 30 à 50% du coût d’acquisition pour les individus et 40 à 70% pour les projets d’agrégation.
- Broyeurs de dattes: 30% du coût d’acquisition avec un plafond de 6.000 DH/Unité.
- Unités de conditionnement des dattes: 10% du coût d’investissement avec un plafond de 1 million DH/unité.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l’agrégation.

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l’Économie et des Finances
 - Ministère de l’Industrie, du Commerce, de l’Investissement et de l’Économie Numérique
- Profession**
- Fédération de Développement de l’Arboriculture au Maroc (FéDAM)

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

- Extension du verger arboricole national et intensification du patrimoine existant.
- Équipement des vergers en systèmes d’irrigation économes en eau.
- Mise en place d’un programme national de lutte contre les fléaux présentant une menace pour la filière.
- Encouragement à la mise en place de projets d’agrégation des producteurs autour d’unités de valorisation.
- Mise à niveau de l’outil de valorisation et garantie d’un approvisionnement suffisant et régulier des unités.

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Équipement en irrigation localisée: 100% du coût d’investissement pour les projets réalisés dans un cadre collectif ou par les petits agriculteurs et 80% du coût d’investissement pour les projets réalisés à titre individuel.
- Divers matériel agricole: 30 à 50% du coût d’acquisition pour les individus et 40 à 70% pour les projets d’agrégation.
- Création de plantations fruitières: 60 % du prix d’acquisition des plants avec des plafonds fixés selon l’espèce concernée.
- Unités de conditionnement: 10% du coût d’investissement avec un plafond de 1,2 millions Dh/unité.
- Filet anti grêle: 40% du coût d’investissement avec un plafond de 50.000 Dh/Ha.

OBJECTIFS GLOBAUX

	Situation de référence	Objectifs 2020
Superficie (Ha)	265 000	325 000
Production (T)	884 000	1 600 000
Exportation (T)	10 000	50 000
Apport en devises (millions DH)	125	500
Création de l’emploi (JT/an)	165 000	205 000

- Organisation du marché intérieur par la mise en œuvre des normes de qualité et la réforme des marchés de gros.
- Renforcement de l’organisation professionnelle par la mise en place d’une interprofession,
- Renforcement de la recherche appliquée, de l’encadrement technique et du transfert de technologies.
- Promotion des exportations et diversification des débouchés.

- Machines à vent de lutte contre le gel: 30% du coût d’investissement avec un plafond de 90.000 Dh/Ha.
- Mise en place de la garantie multirisque climatique.
- Conclusion d’une convention portant sur l’appui à la mise à niveau de la Fédération de Développement de l’Arboriculture au Maroc (FéDAM).
- Création du Centre Interprofessionnel de Recherche Appliquée et de Transfert de Technologie (CIRATT).
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l’agrégation.

FILIÈRE ARGANIER



Coût d'investissement: 2,81 Milliards Dhs
(État : 2,25 Milliards Dhs)

Durée : 2011-2020



PARTIES SIGNATAIRES

Gouvernement

- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification.

Profession

- Fédération Interprofessionnelle Marocaine de l'Argane (FIMARGANE)

OBJECTIFS GLOBAUX

- Réhabilitation de l'arganeraie sur une superficie de 200.000 Ha
- Extension en domestication de 5.000 Ha.
- Émergence d'un pôle de compétences en recherche et développement intégré dédié à l'arganier.
- Production de 10.000 T/an de l'huile d'argan à l'horizon 2020 contre 4.000 tonnes/an actuellement.
- Valorisation et promotion des produits de l'arganier.

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Mise en place d'un Centre National de Recherche sur l'Arganier
- Mise en place d'un système d'information sur l'arganeraie
- Aménagement et conservation des eaux et des sols et densification de l'Arganeraie
- Construction de digues et de barrages collinaires pour la mobilisation des ressources en eau
- Installation de plantations modernes d'arganier équipées en

- système d'irrigation localisée sur une superficie de 5.000 Ha sur 5 ans à partir de 2016.
- Développement de nouvelles technologies d'extraction d'huile d'Argane et renforcement des capacités de transformation et de conditionnement
- Promotion de la commercialisation intérieure et à l'exportation

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Institution d'une aide de 80% du prix d'acquisition des plants d'arganier pour la plantation d'arganeraies en dehors du domaine forestier en précisant un plafond de 6.000 DH/Ha en bour et 9.000 DH/Ha en irrigué.
- Mise en place d'un programme avec l'INRA pour la production et la multiplication des plants d'arganier.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l'agrégation.

FILIÈRE SAFRAN



Coût d'investissement: 100 Millions Dhs
(État : 84 Millions Dhs)

Durée : 2012- 2020



PARTIES SIGNATAIRES

Gouvernement

- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime,
- Ministère de l'Économie et des Finances.

Profession

- Fédération Interprofessionnelle Marocaine du Saffran (FIMA SAFRAN)

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Approvisionnement des agriculteurs en plants de qualité.
- Équipement hydro-agricole pour la mobilisation de l'eau au niveau des cultures.
- Renforcement des programmes de recherche appliquée et encadrement et transfert de technologie.
- Renforcement des capacités des organisations professionnelles.
- Encouragement des producteurs et des sociétés à l'adhésion au projets d'agrégation.

OBJECTIFS GLOBAUX

- Augmenter la superficie réservée à la culture du Saffran pour passer de 610 Ha à 1.350 Ha à l'horizon 2020.
- Améliorer la production du Saffran pour atteindre 9 Tonnes à l'horizon 2020.
- Augmenter les quantités traitées et conditionnées pour passer de 9 kg à 6 Tonnes par année à l'horizon 2020.
- Augmenter les quantités exportées pour passer à 6 Tonnes par année.

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Équipement du GIE de Dar Azâafaran en vue de la valorisation du safran, l'augmentation des quantités traitées et conditionnées et l'organisation professionnelle de la filière du safran.
- Promotion et valorisation du safran, via l'organisation du festival du safran.
- Renforcement des actions marketing et la réalisation des études de marchés à l'échelle nationale et internationale.
- La consolidation et le renforcement de la position du Maroc sur les marchés traditionnels et la conquête de nouveaux marchés porteurs à travers la promotion du safran marocain.
- Mise en place d'un dispositif réglementaire permettant de protéger le safran authentique et combattre la contrefaçon.
- Mise en place d'un programme avec l'INRA pour la production et la multiplication des cormes de safran.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l'agrégation.

FILIÈRE ROSE À PARFUM



Coût d'investissement: 100 Millions Dhs
(État : 83 Millions Dhs)

Durée : 2012-2020



PARTIES SIGNATAIRES

Gouvernement

- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
- Ministère de l'Économie et des Finances

Profession

- Fédération Interprofessionnelle Marocaine de la Rose à Parfum (FIMAROSE)

OBJECTIFS GLOBAUX

- Repeuplement et densification de 200 Ha sur les 800 Ha existants.
- Augmenter la superficie réservée à la culture de la rose de 400 Ha pour passer de 800 à 1 200 Ha.
- Augmenter la production pour atteindre 4 800 Tonnes de la rose fraîche à l'horizon 2020 au lieu de 2 000 Tonnes actuellement.
- Augmenter les quantités transformées pour passer à 3 800 Tonnes par année au lieu de 1 000 Tonnes actuellement.
- Augmenter les quantités exportées comme suit:
 - Huile essentielle: de 100 Kg à 250 Kg
 - Concrète: de 2 500 Kg à 5 000 Kg
 - Eau de rose: de 100 Tonnes à 300 Tonnes.

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Approvisionnement des agriculteurs en plants de qualité.
- Équipement hydro-agricole pour la mobilisation de l'eau au niveau des vergers.
- Renforcement des programmes de recherche appliquée et encadrement et transfert de technologie.

- Renforcement des capacités des organisations professionnelles et le développement des projets d'agrégation.
- Renforcement des actions marketing des produits de la rose.
- Mise en place d'un dispositif réglementaire permettant de protéger les produits authentiques de la rose et combattre la contrefaçon.

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Équipement en irrigation localisée: 100% du coût d'investissement pour les projets réalisés dans un cadre collectifs ou par les petits agriculteurs et 80% du coût d'investissement pour les projets réalisés à titre individuel.

- Divers matériel agricole: 30 à 50% du coût d'acquisition pour les individus et 40 à 70% pour les projets d'agrégation.
- Création de la maison de la rose à parfum.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l'agrégation.

FILIÈRE CULTURES OLÉAGINEUSES



Coût d'investissement: 421 Millions Dhs
(État : 117 Millions Dhs)

Durée : 2013- 2020



PARTIES SIGNATAIRES

Gouvernement

- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique
- Ministère délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé des Affaires Générales et de la Gouvernance.

Profession

- Fédération Interprofessionnelle des Oléagineux (FOLEA)

OBJECTIFS GLOBAUX

	Moyenne 2008/2013	Objectifs 2020
Superficie (Ha)		
Tournesol	35 028	127 000
Colza	34 500	85 000
	528	42 000
Rendement (qx/Ha)		
Tournesol	11	18
Colza	11	20
Production d'huile de table(T)	8 000	93 000
Taux de couverture des besoins en huile (%)	1%	19
Mise à niveau de l'outil industriel et équipement en infrastructure de collecte		

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Extension des superficies.
- Intensification et amélioration de la productivité à travers l'adoption d'itinéraires techniques adaptés, l'encadrement technique, la formation et le conseil agricole.
- Mise en place d'une assurance contre les effets des calamités naturelles.
- Développement des projets d'agrégation.
- Amélioration des conditions de collecte, d'agréage et de paiement.
- Mise à niveau et modernisation de l'outil industriel.

- Mise en place d'un accord interprofessionnel entre les producteurs et les tritrateurs.
- Encadrement et renforcement des capacités des associations provinciales et régionales des producteurs et de leur fédération.
- Mise en place d'un cadre de concertation et de coordination entre les différents intervenants.
- Mise en place d'un programme de recherche appliquée, d'encadrement et de formation professionnelle adapté aux besoins de la filière.

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Instauration d'aides spécifiques à la filière dans le cadre du FDA:
 - Matériel agricole spécifique aux cultures oléagineuses
 - Aide de 10% du coût de l'investissement relatif à l'installation d'unités de stockage des graines oléagineuses et à la modernisation des unités de valorisation de la production.

- Garantie d'un prix minimum d'achat pour les producteurs.
- Conclusion d'une convention sur la recherche-développement avec la FOLEA.
- Mise en place de l'assurance multirisque climatique.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l'agrégation.

FILIÈRE RIZICOLE



Coût d'investissement : 270 Millions Dhs
(État : 182 Millions Dhs)

Durée : 2014- 2020



FILIÈRE SUCRIÈRE



Coût d'investissement : 7,6 Milliards Dhs
(État : 2 Milliards Dhs)

Durée : 2013- 2020



PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l’Économie et des Finances
 - Ministère de l’Industrie, du Commerce, de l’Investissement et de l’Économie Numérique
- Profession**
- Fédération National Interprofessionnelle du Riz (FNIR)

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

- Amélioration de la rentabilité de la culture :**
- Diminution de la consommation d’eau d’irrigation à travers le nivellement des clos
 - Diminution de la dose de semis et encouragement à l’utilisation des semences certifiées
 - Généralisation du semis précoce et lutte contre le panicum et la pyriculariose
 - Raisonnement de la fertilisation (encouragement aux recours aux analyses du sol)
- Modernisation de l’outil industriel**
- Généralisation de la modernisation des lignes d’usinage pour améliorer la qualité de la production nationale

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Prise en charge de l’opération de nivellement des clos rizicoles
- Instauration d’une aide à l’acquisition du matériel d’entretien du nivellement des clos rizicoles
- Octroi d’une aide à l’acquisition des semences certifiées du riz
- Octroi d’une aide à l’acquisition de moissonneuses spécifiques à la culture de riz

OBJECTIFS GLOBAUX

- Amélioration des rendements pour atteindre une moyenne de 80 Qx/ha
- Extension progressive des superficies réalisées annuellement pour les stabiliser à 11.000 Ha
- Diversification des variétés semées pour les trois variétés : riz rond, long et medium
- Amélioration des niveaux de consommation de 2 Kg/hab./an à 3 Kg/hab./an
- Amélioration de la qualité du riz produit
- Amélioration des conditions du marché national du riz

- Introduction de nouvelles techniques de traitement du riz (nettoyage, séchage, stockage, usinage et conditionnement)
- Amélioration des conditions de stockage du riz avant et après usinage

- Amélioration des conditions cadre de la filière**
- Développement des projets d’agrégation
 - Renforcement de l’encadrement technique
 - Renforcement de la recherche en matière de riziculture
 - Mise en place de programmes de formation professionnelle adaptés aux besoins de la filière
 - Renforcement des relations entre les producteurs et les industriels
 - Mise en place d’un système uniforme et standardisé d’agrégage

- Octroi d’une aide pour l’investissement visant la modernisation des techniques d’usinage ou de conditionnement
- Octroi d’une prime de stockage de la production nationale du riz.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l’agrégation.

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l’Économie et des Finances
 - Ministère de l’Industrie, du Commerce, de l’Investissement et de l’Économie Numérique
 - Ministère délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé des Affaires Générales et de la Gouvernance.
- Profession**
- Fédération Interprofessionnelle Marocaine du Sucre (FIMASUCRE)

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

- Extension des superficies notamment dans le cadre des programmes d’aménagements de nouveaux périmètres irrigués.
- Amélioration de la productivité et des conditions de récolte, de transport, de réception et d’agrégage des productions.
- Renforcement de l’encadrement, de la formation, du conseil agricole, de la recherche appliquée et du transfert de technologies.
- Encouragement des modes d’irrigation permettant l’économie d’eau (irrigation goutte à goutte) pour une utilisation efficiente de cette eau,
- Mise à niveau des sucreries et augmentation des capacités d’usinage.

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Poursuite des subventions accordées au matériel agricole et aux systèmes d’irrigation économes d’eau.
- Poursuite de la subvention accordée aux semences mono-germes de la betterave pour atteindre 800 DH/unité.
- Instauration d’une subvention de 6.000 DH/Ha pour l’installation des nouvelles plantations de canne à sucre.

OBJECTIFS GLOBAUX

	Moyenne 2008/2012	Objectifs 2020
Superficie (Ha)	67.500	105.700
Betterave à sucre	51.400	77.500
Canne à sucre	16.100	28.200
Rendement en sucre (T/Ha)		
Betterave à sucre	8,3	11
Canne à sucre	7	9,6
Production sucre blanc (T)	376.000 (32 % des besoins)	856.000 (62% des besoins)
Capacité industrielle (T/j)	42 500	62 500

- Elaboration d’un accord cadre interprofessionnel.
- Encouragement des projets d’agrégation.
- Encadrement et renforcement des capacités des associations régionales des producteurs.
- Création d’un fonds de solidarité par la FIMASUCRE avec une contribution de l’État, pour atténuer les effets des calamités naturelles et des événements exceptionnels qui affecteront la production.
- Protection de la filière et la garantie de son équilibre.

- Contribution financière de l’État pour le renforcement de la recherche appliquée relative aux cultures sucrières par la mise en place du Centre Technique de Recherche au Gharb dans le cadre d’un partenariat entre le MAPM et le FIMASUCRE.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l’agrégation.

FILIERE CEREALIERE

Coût d'investissement : 29 Milliards Dhs
(État : 8 Milliards Dhs)

Durée : 2009- 2020

FILIERE BIOLOGIQUE

Coût d'investissement : 1,121 Milliards Dhs
(État : 286 Millions Dhs)

Durée : 2011-2020

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l'Intérieur
 - Ministère de l'Économie et des Finances
 - Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique
 - Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé des Affaires Économiques et Générales

- Profession**
- Fédération Interprofessionnelle des céréales (FIAC).

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Développement d'une céréaliculture productiviste de marché sur 1 millions Ha.
- Maintien et intensification d'un périmètre céréalier sur une superficie de 3 millions Ha.
- Reconversion des céréales en cultures à haute valeur ajoutée sur 500.000 Ha.
- Incitation à l'émergence de 2 à 3 acteurs céréaliers performants intégrés (mid streams).
- Renforcement de la capacité de stockage des opérateurs céréaliers.

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Équipement en irrigation localisée: 100% du coût d'investissement pour les projets réalisés dans un cadre collectif ou par les petits agriculteurs et 80% du coût d'investissement pour les projets réalisés à titre individuel.
- Divers matériel agricole: 30 à 50% du coût d'acquisition pour les individus et 40 à 70% pour les projets d'agrégation.

OBJECTIFS GLOBAUX

Superficie :	4,2 millions Ha (réduction de 20%)
Production :	70 millions quintaux
Importations :	Réduction de 20%

- Consolidation et restructuration des minoteries industrielles autour de groupes structurés et ancrés dans les régions.
- Refonte graduelle des mécanismes de régulation de la filière et organisation du marché national des céréales.
- Renforcement des programmes d'encadrement et de recherche appliquée.
- Renforcement du rôle des organisations professionnelles et mise en place de l'interprofession.

- Mise en œuvre d'une convention relative au système d'assurance multirisques climatiques.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l'agrégation.

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l'Économie et des Finances,
 - Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique

- Profession**
- Association Marocaine de la Filière des Productions Biologiques (AMABIO)

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Renforcement de la recherche appliquée en matière de production biologique via la réalisation de programmes de recherche-développement.
- Amélioration des conditions cadre de la filière à travers notamment la réalisation d'un programme d'encadrement et de formation et l'appui à la mise à niveau de la profession.

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Micro irrigation : 100% du coût d'investissement pour les projets réalisés dans un cadre collectif ou par les petits agriculteurs et 80% du coût d'investissement pour les projets réalisés à titre individuel.
- Matériel agricole: 30 à 50% du coût d'acquisition pour les individus et 40 à 70% pour les projets d'agrégation.
- Aides spécifiques à la filière biologique (en cours d'élaboration): certification de la production, exportation de produits bio transformés.

OBJECTIFS GLOBAUX

	Situation de référence (2009-2010)	Objectifs 2020
Superficie (Ha)	4 000	40 000
Production (T)	40 000	400 000
Exportations (T)	10 000	60 000
Apport en devises (millions DH)	100	800
Création d'emplois (millions journées de travail)	1	9

- Amélioration des conditions de valorisation, de commercialisation et de promotion des produits biologiques sur le marché intérieur et extérieur.
- Développement et promotion des produits biologiques transformés destinés à l'exportation par l'octroi d'aide financière par l'État.

- Mise en œuvre de la convention spécifique relative à la mise à niveau de la profession biologique.
- Mise en œuvre de la convention spécifique visant le renforcement de la composante recherche-développement de la filière biologique.
- Mise en place d'un cadre législatif et réglementaire régissant la production biologique.
- Instauration de la subvention forfaitaire pour l'agrégation.

FILIERE LAIT



Coût d’investissement: 12 Milliards Dhs
(État: 2 Milliards Dhs)

Durée : 2009-2014

FILIERE VIANDES ROUGES



Coût d’investissement: 5 Milliards Dhs
(État: 1,45 Milliards Dhs)

Durée : 2014- 2020*

PARTIES SIGNATAIRES

Gouvernement

- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
- Ministère de l’Économie et des Finances

Profession

- Fédération Interprofessionnelle Marocaine du Lait (FIMALAIT).

OBJECTIFS GLOBAUX

	Année de référence : 2008	Objectifs 2014
Production (Milliards de L)	1,96	3
Consommation (g/hab/j)	100	250-300
Chiffre d'affaires (Mds DH)	8	15
Emplois permanents (JT/an)	460 000	500 000

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

Refonte productiviste de l’amont de la filière autour de l’agrégation

- Promotion de l’investissement :
 - prime à l’investissement: 1,2 milliards dhs.
 - incitation dans le cadre du FDA: 800 millions dhs.
- Soutien au développement accéléré du modèle de fermes productivistes (400 à 500 fermes de plus de 100 vaches) et renforcement des petites et moyennes fermes à travers le soutien à l’amélioration génétique du cheptel, soutien à l’importation des génisses et à la production production des génisses locales et création du centre national d’évaluation génétique des bovins laitiers et de gestion informatique des données du contrôle des performances laitières et de la filiation des reproducteurs.

Développement de l’aval de la filière par le renforcement de l’intégration verticale amont-aval et la création de nouvelles unités de transformation

- Amélioration des conditions cadres de la filière
- Renforcement du contrôle sanitaire du cheptel et de la qualité du lait (mise à niveau: centres de collecte).
- Identification généralisée du cheptel laitier.
- Mise à niveau de la réglementation régissant la filière lait.
- Promotion de la consommation du lait.
- Construction et équipement du zoopôle d’Ain Jamaâ (Casablanca).
- Création d’un laboratoire Interprofessionnel du lait.
- Réforme globale du dispositif de soutien à la filière lait.
- Recherche et Développement.

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Importation des génisses laitières: 4000 dhs/ tête
- Production des génisses locales: 5000 dhs/ tête
- Construction des bâtiments d’élevage: 25% du prix de construction
- Acquisition de matériel technique: 30% du prix d’acquisition

- Unités de valorisation du lait: 10% de l’investissement
- Construction et équipement des centres de collecte de lait par les coopératives: 30% du montant de construction et d’équipement.

PARTIES SIGNATAIRES

Gouvernement

- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
- Ministère de l’Économie et des Finances
- Ministère de l’Intérieur

Profession

- Fédération Interprofessionnelle des Viandes Rouges (FIVIAR).

OBJECTIFS GLOBAUX

	Année 2013	Objectifs 2020
Production: tonnes	490 000	612 000
Consommation : kg/hab/an	14,2	17,3
Chiffre d'affaires (milliards DH)	25	30
Emplois permanents (J T/an)	-	+ 80 000

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

Développement de l’amont de la filière

- Soutien à l’amélioration génétique
- Développement des unités modernes d’élevage bovin et ovin/caprin

Développement de l’aval de la filière

- Accroissement de la production et de la consommation.
- Soutien à la valorisation et la commercialisation des animaux vivants et des viandes

Amélioration des conditions cadres de la filière

- Mise à niveau de l’interprofession.
- Appui aux organisations professionnelles.
- Promotion de la consommation et de la qualité des viandes.
- Centre technique interprofessionnel de formation: Zoopole Ain Jemaa, Casa.
- Recherche appliquée et développement.
- Système national d’identification et de traçabilité des animaux et de leurs produits.

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Production de reproducteurs sélectionnées de races pures:
 - Ovins: 800-850 dhs/ tête pour les mâles et 700-750 dhs/ tête pour les femelles
 - Bovins: 5000 dhs/ tête
- Production des veaux croisés: 2000 dhs/ tête.
- Construction d’étable bovine (traditionnelle et moderne), de

- bergerie et de chèvrerie: 25% du montant de construction.
- Acquisition du matériel d’élevage: 30% du prix d’acquisition.
- Installation de complexe intégrant un centre d’engraissement, un abattoir et une salle de découpe des viandes rouges: 10% par unité.

* 1^{er} contrat programme 2009-2014: les objectifs de production fixés en 2014 (production de 450.000 Tonnes de viandes rouges) ont été atteints en 2013 soit 490.000T, d’où renouvellement du contrat-programme pour 2014-2020 dont les objectifs sont résumés ci-après.

FILIÈRE APICOLE



Coût d’investissement: 1,48 Milliards Dhs
(État : 388 Millions Dhs)

Durée : 2011-2020



FILIÈRE AVICOLE



Coût d’investissement: 3,76 Milliards Dhs
(État : 700 Millions Dhs)

Durée : 2011-2020*

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l’Économie et des Finances
- Profession**
- Le président de la Fédération Interprofessionnelle Marocaine de l’Apiculture (FIMAP).

OBJECTIFS GLOBAUX

	Année 2010	Objectifs 2020
Effectif des ruches (modernes)	110 000	610 000
Production (T)	3 500	16 000
Investissements (Millions DH)	60	900
Chiffres d’affaires (Millions DH)	210	960
Création d’emplois (J T/an)	36 000	76 000

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

- Développement des unités apicoles modernes productives, de l’agrégation sociale et de la valorisation des produits de la ruche.
 - Amélioration des conditions cadres de la filière.
 - Augmentation des investissements dans les structures de production, de commercialisation et de valorisation selon les modèles productivistes et d’intégration.
 - Création de 40.000 nouveaux emplois et production de 16 000 T de miel à l’horizon 2020.
- Mise à niveau de l’interprofession.
 - Incitations financières au profit des projets d’investissement.
 - Appui à la mise à niveau de la profession.
 - Promotion de la consommation et de la qualité.
 - Recherche appliqué et développement.
 - Financement des projets apicoles pilier II.

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Production des reines d’abeilles sélectionnées: 250-300 dhs/ ruche de reines d’abeilles.
- Acquisition de matériel technique pour l’unité apicole: (ruchette pleine , extracteur, maturateur, filtre à miel, gaufrier à cire, unité de fabrication de cire): 30% du prix d’acquisition.

PARTIES SIGNATAIRES

- Gouvernement**
- Ministère de l’Agriculture et de la Pêche Maritime
 - Ministère de l’Économie et des Finances
 - Crédit Agricole du Maroc
- Profession**
- Fédération Interprofessionnelle du Secteur Avicole (FISA).

OBJECTIFS GLOBAUX

	Année 2010	Objectifs 2020
Production viandes de volailles (T)	560 000	900 000
Production d’œufs de consommation (Milliards unités)	4,5	7,2
Consommation de viandes (kg/hab/an)	17,2	25
Consommation œufs/hab/an	138	200
Investissements (Milliards dh)	9,4	13,8
Chiffre d’affaires (Milliards dh)	23,2	38
Création d’emplois (J T/an)	360 000	500 000
Exportation de poussins, d’œufs à couvrir et d’œufs de consommation (T)	400	4400
Apports en devises (Millions de dh)	14	172

CONSISTANCE DU PLAN D’ACTION

- Pour atteindre ces objectifs, le nouveau contrat-programme de développement de la filière avicole pour la période 2011-2020 a ciblé les nouvelles actions suivantes:**
- La modernisation des unités d’élevage existantes par leur équipement en matériel et biens d’équipement performants en vue d’améliorer leur productivité.
 - L’installation d’unités d’élevage alternatif (label, biologique, fermier...).
- La valorisation de la production : mise à niveau des structures d’abattage, de conditionnement, de transformation, de commercialisation et de distribution des produits avicoles.
 - L’encouragement de l’agrégation autour des abattoirs.
 - L’installation d’unités de traitement et de valorisation des déchets avicoles
 - Appui à l’exportation des produits avicoles

APPUI ET INCITATIONS DE L’ÉTAT

- Acquisition de brumisateurs: 30% du prix d’acquisition.
 - Acquisition des Pad Cooling: 30% du prix d’acquisition.
- Exportation des œufs à couvrir et des poussins d’un jour: 1 dhs /kg.

* 1^{er} contrat programme 2008-2013 : les objectifs de production fixés en 2013 (production de 500.000 Tonnes de viandes avicoles) ont été atteints en 2010 soit 560.000T, d’où renouvellement du contrat-programme pour 2011-2020.

FILIÈRE CAMELINE

Coût d'investissement: 702 Millions Dhs
(État: 400 Millions Dhs)

Durée : 2011-2020

المدة : 2020-2011

سلسلة الإبل

قيمة الإستثمار: 702 مليون درهم (من بينها 400 مليون درهم تمثل دعم الدولة)

PARTIES SIGNATAIRES

Gouvernement

- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
- Ministère de l'Économie et des Finances

Profession

- Chambres régionales d'agriculture des trois régions du sud (Guelmim - Es Smara, Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra et Oued Eddahab - Lagouira).

OBJECTIFS GLOBAUX

	Année de référence : 2010 (T)		Objectifs 2020 (T)	
	Viandes rouges	Lait	Viandes rouges	Lait
Guelmim - Es Smara	990	70	1 800	1 800
Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra	2 000	1 800	2 690	3 900
Oued Eddahab - Lagouira	258	4 100	370	5 500
Total	3 248	5 970	4 860	10 455

الأهداف العامة

السنة المرجعية (طن): 2010		أهداف سنة 2020 (طن)	
اللحوم الحمراء	الحليب	اللحوم الحمراء	الحليب
990	70	1 800	1 800
2 000	1 800	2 690	3 900
258	4 100	370	5 500
3 248	5 970	4 860	10 455

الأطراف المتعاقدة

الحكومة

- وزارة الفلاحة والصيد البحري
- وزارة الإقتصاد والمالية

المنظمات المهنية

- غرف الفلاحة بالجهات الجنوبية للمملكة (جهة العيون - بوجدور - الساقية الحمراء، جهة واد الذهب - لكويرة وجهة كلميم - السمارة)

CONSISTANCE DU PLAN D'ACTION

- Incitation à l'organisation professionnelle des éleveurs.
- Identification et encadrement sanitaire du cheptel.
- Amélioration génétique du cheptel.
- Amélioration pastorale et de l'abreuvement en vue d'une exploitation durable des ressources pastorales.
- Valorisation des productions et appui à la labellisation.
- Mise en place de labels.
- Incitation à la production.
- Investissement dans les projets d'élevages, de production, de commercialisation et de valorisation de la viande et de laits des chamelles.

- Organisation des éleveurs et leur encadrement.
- Soutien des projets d'investissement: acquisition des reproducteurs camélins et la construction des abris.
- Promotion de la commercialisation des produits camelin.
- Recherche Développement.
- Renforcement de l'organisation professionnelle.
- Aménagement et organisation des souks de dromadaires, construction de 2 lazarets et amélioration pastorale.
- Création des unités de valorisation (lait et viandes).

APPUI ET INCITATIONS DE L'ÉTAT

- Acquisition de matériel technique: 30% du prix d'acquisition.

محاوور برنامج العمل

- التحفيز على خلق منظمات مهنية للمربين
 - ترقيم الإبل والتأطير الصحي للقطيع.
 - التحسين الوراثي للقطيع
 - تحسين المراعي وتجهيز المناطق والدوائر الرعوية بنقط الماء لتوريد الإبل
 - تثمين المنتوجات ودعم وضع علامات الترميز.
 - وضع نظام الجودة
 - التحفيز على الإنتاج.
 - دعم المشاريع المندمجة والمتعلقة بجمع وتحويل وتثمين الحليب ومشتقاته
- تنظيم و تأطير المربين
 - دعم التنظيمات المهنية
 - دعم مشاريع الإستثمار وذلك عبر دعم اقتناء الفحول وبناء إسطبلات للإبل
 - دعم البرامج التواصلية والتحسيسية حول أهمية تسويق الإبل
 - دعم البحث والتنمية
 - تجهيز أسواق بيع الإبل وبناء محطتين للحجر الصحي؛
 - خلق وحدات لتثمين حليب و لحم الإبل

دعم و إعانات الدولة

- اقتناء المعدات التقنية : نسبة الإعانة 30% من تكلفة الإقتناء.